



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

SMIC

Question au Gouvernement n° 418

Texte de la question

ÉVOLUTION DU SMIC

M. le président. La parole est à M. Nicolas Sansu, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Nicolas Sansu. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, alors que le nombre de chômeurs s'accroît de manière inquiétante...

Plusieurs députés du groupe UMP. Que fait la gauche ?

M. Nicolas Sansu. ...que des millions de nos concitoyens peinent à boucler les fins de mois, l'exigence de changement est plus que jamais d'actualité.

M. Guy Geoffroy. Et c'est lui qui le dit !

M. Nicolas Sansu. Nous payons les conséquences de dix années de politique de droite, d'une politique au service des privilégiés et de la finance. Les dégâts ont été considérables : un million de chômeurs supplémentaires, 720 000 emplois détruits dans l'industrie, doublement de la dette publique... (*Exclamations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP.*) Nos concitoyens ont voulu tourner la page de ces années de déclin. Or, si en juillet, des signes encourageants ont pu être enregistrés avec le rétablissement de l'impôt sur la fortune ou la suppression de la TVA dite " sociale " instaurée par la droite, les choix récents du Gouvernement vont à rebours en reprenant de vieilles recettes injustes et inefficaces.

M. Guy Geoffroy et M. Gérard Darmanin. Oh là là !

M. Nicolas Sansu. Comment justifier en effet un cadeau de 20 milliards aux entreprises sans aucune condition de taille et de secteur d'activité ? Ce cadeau va se traduire, notamment, par un chèque à des entreprises du CAC 40 qui distribuent des milliards de dividendes à leurs actionnaires, ou par un chèque aux cliniques privées au détriment de l'hôpital public, ou par un chèque aux groupes bancaires et assurantiels qui n'en ont pas besoin. Comment justifier qu'en contrepartie les couches moyennes et modestes se retrouveront à payer par une augmentation de la TVA qui viendra encore rogner un peu plus leur pouvoir d'achat et qui pourrait mettre des secteurs en difficulté ? Comment ne pas rapprocher ces 20 milliards du refus de donner un coup de pouce au SMIC, puisque celui-ci va se voir octroyer 0,3 % d'augmentation, soit 4 euros par mois ? Comment enfin ne pas s'insurger devant cette hausse minimale du SMIC au moment même où les patrons des entreprises du CAC 40 s'accordent 5 % d'augmentation ?

Il y a onze mois, le Président de la République, alors en campagne, fustigeait la finance, cet adversaire sans visage qui gouverne le monde au détriment de l'économie réelle. Cette analyse est toujours aussi pertinente. Monsieur le ministre, quels changements allez-vous proposer pour relancer conjointement notre industrie, l'emploi et les salaires ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, *ministre de l'économie et des finances*. Monsieur le député Nicolas Sansu, nous partageons, vous le savez, les mêmes objectifs, ceux d'une société plus juste, d'une société plus solidaire et plus décente.

M. Guy Geoffroy. C'est du blabla !

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Je ne peux toutefois pas vous suivre dans votre raisonnement, car, partant du même constat que vous, je n'arrive pas aux mêmes conclusions. Nous ne devons pas vivre dans un déni de réalité. La France est un pays que l'on nous a laissé, à nous, la gauche dans une situation dégradée

(Protestations sur les bancs des groupes UMP et Rassemblement-UMP) avec un endettement public élevé, avec un chômage insupportable, avec une compétitivité qui, hélas, a reculé. Dans ce contexte, le crédit d'impôt compétitivité emploi n'est pas un cadeau fait aux entreprises ; c'est un effort consenti par la nation pour que nos entreprises insérées dans la compétition internationale puissent, à nouveau, investir et embaucher, et ce, c'est vrai, sans condition, mais pas sans contreparties : elles seront présentées au mois de janvier.

M. Jean-Jacques Candelier. Et la relance de la consommation, c'est pour quand,

M. Pierre Moscovici, *ministre*. Pour le reste, vous rapprochez cette mesure de l'évolution du SMIC annoncée ce matin par Michel Sapin en conseil des ministres, et dont je suis totalement solidaire. Les 0,3 % sont le résultat des règles de calcul du SMIC ; mais vous devriez, en fait, raisonner sur ce que nous avons fait depuis que nous sommes arrivés : un coup de pouce de 2 % qui n'avait pas été accordé depuis huit ans. Voilà la vérité : cela représente 2,3 % depuis que nous sommes là, alors que le rythme de l'inflation est de 1,3 % par an. C'est dire qu'il y a une augmentation nette du pouvoir d'achat du SMIC. Vous pourriez aussi ajouter tout ce que nous faisons en faveur du pouvoir d'achat : l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, par exemple, les mesures prises pour les prix des carburants, pour les dépassements d'honoraires. Sans parler de l'action menée dans le cadre de la loi bancaire, afin d'améliorer l'inclusion bancaire ou des décisions prises avec le RSA socle pour lutter contre la pauvreté.

Vous me demandez au final ce que nous faisons, monsieur le député. L'emploi, l'industrie, les salaires, telles sont les priorités que nous partageons. C'est précisément le sens de la politique du Gouvernement !

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Données clés

Auteur : [M. Nicolas Sansu](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 418

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 décembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [20 décembre 2012](#)